

s o m m a i r e

Juillet - Août 2008

N° 4

Pages 999 à 1256

DÉBAT :

LES FACULTÉS DE DROIT DANS LA RÉFORME UNIVERSITAIRE

Facultés de droit et réforme universitaire au XIX^e siècle :

la conquête d'un statut

Martial Mathieu

999

DOCTRINE

DROIT ADMINISTRATIF

Les biens communaux. Réminiscences actuelles d'une propriété collective d'Ancien Régime

Jean-Gabriel Sorbara

1023

DROIT CONSTITUTIONNEL

Contractualisation et externalisation de la politique migratoire : analyse et critique de la loi Hortefeux

Christel Cournil et Yves Depigny

1045

Le constat juridictionnel de l'abrogation implicite d'une loi par la Constitution

Charles-Édouard Sénac

1081

DROIT COMPARÉ ET ÉTRANGER

L'arrêt *Bush v. Gore* de la Cour suprême des États-Unis (12 décembre 2000)

Julien Boudon et David Mongoin

1101

HISTOIRE DES IDÉES

La Revue Progressiste de Droit Français : une lecture engagée du droit dans les années 1950

Xavier Dupré de Boulois et Frédéric Rolin

1137

JURISPRUDENCE

DROIT ADMINISTRATIF

Les actions en dommages et intérêts pour infraction aux règles sur les ententes et abus de position dominante (à propos des arrêts du Conseil d'État du 19 décembre 2007, *Société Campenon-Bernard et autres* et du 19 mars 2008, *SA Dumez et autres*)

- Retour sur la question des rapports entre le dol et les pratiques anticoncurrentielles dans les contrats publics d'affaires
Stéphane Braconnier 1160
- Les conclusions du commissaire du Gouvernement sous l'arrêt *Société Campenon-Bernard*
Nicolas Boulouis 1174

La responsabilité de l'État du fait des vaccinations obligatoires : la jurisprudence sur la vaccination contre le virus de l'hépatite B (à propos des décisions du Conseil d'État du 9 mars 2007, *Schwartz et Commune de Grenoble*)
Frédéric Dieu 1193

DROIT CONSTITUTIONNEL

Le juge électoral : un seul juge pour deux logiques (à propos de la décision du Conseil constitutionnel, décision n° 2007-3888/3967 du 29 novembre 2007, *A.N., Eure-et-Loir, M. Dominique Cheron, M^{me} Françoise Vallet*)
Jean-Pierre Camby 1217

DROIT EUROPÉEN ET DROIT COMMUNAUTAIRE

Les ambiguïtés de la compétence pénale de la Communauté européenne (à propos de l'arrêt CJCE du 23 octobre 2007, *Commission/Conseil*, aff. C-440/05)
Sébastien Marciali 1231